

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-president-Correa-sort-vainqueur-du-referendum-constitutionnel-d-Equateur>

Le président Correa sort vainqueur du référendum constitutionnel d'Equateur.

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : lundi 16 avril 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Jean-Luc Porte

[AFP](#). Quito, Le lundi 16 avril 2007.

Les électeurs équatoriens ont largement approuvé dimanche par référendum la création d'une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle loi fondamentale du pays qui devrait renforcer les pouvoirs de l'actuel président Rafael Correa qui veut faire entrer son pays « dans le socialisme du XXI^e siècle ».

Le projet de convocation d'une constituante « avec les pleins pouvoirs » a été approuvé par 78,1% de « oui » contre 11,5 % de « non », selon un sondage sorties des bureaux de vote de l'institut privé Cedatos-Gallup.

Les votes nuls et blancs se sont élevés à 10,4%, selon ce sondage réalisé auprès de 40.000 électeurs dans tout le pays, à l'exception des îles Galapagos, avec une marge d'erreur de 2%.

Les résultats officiels du scrutin, où les observateurs de l'OEA (Organisation des Etats américains) ont indiqué n'avoir constaté aucune irrégularité marquante, ne seront toutefois pas connus avant une semaine, a expliqué le Tribunal suprême électoral (TSE).

Près de 9,2 millions d'Equatoriens étaient appelés aux urnes pour se prononcer sur la convocation d'une assemblée constituante, dont les 130 membres seront chargés de rédiger une nouvelle constitution qui sera à son tour soumise à référendum en 2008.

Le président socialiste équatorien vise par cette initiative à renforcer les pouvoirs de l'Etat sur l'économie spécialement dans les secteurs pétroliers, gaziers et financiers.

La convocation d'une constituante permettra également à M. Correa de diminuer le champ d'activité du Congrès, actuellement dominé par l'opposition de droite, qui devrait être réduit dans le futur à un organisme de contrôle et ne pourra plus légiférer comme dans le passé.

Dès l'annonce de la victoire du « oui », M. Correa a promis à Guayaquil (sud-ouest) « plus de démocratie » à ses opposants de droite. « Je ne veux pas qu'il y ait des vaincus ou des vainqueurs », a-t-il dit dans un discours fleuve.

Répondant à ses détracteurs qui l'accusent de vouloir imposer un style de gouvernement autoritaire, semblable à celui du président du Venezuela Hugo Chavez, Correa a indiqué : « Jamais nous ne permettrons l'imposition d'un modèle étranger ».

« Plus que pour la constituante ou pour le gouvernement, les gens ont voté pour le président », a estimé Polibio Cordova, président de Cedatos. Selon lui ce succès renforcera à l'avenir la confrontation entre le chef de l'Etat et une droite « affaiblie » qui reproche à Correa « son totalitarisme et de vouloir instaurer une dictature comme au Venezuela ».

Le petit pays andin de 13,5 millions d'habitants, qui vit principalement de ses ressources pétrolières et de l'agriculture, a connu ces dernières années une très forte instabilité politique avec huit présidents en onze ans.

M. Correa, 44 ans, prône un « changement de modèle économique selon lequel l'Etat planifie, régule et assure la promotion de l'économie sans nationaliser les moyens de production ». Le chef de l'Etat a l'intention d'imposer des

mesures protectionnistes en interdisant les monopoles notamment dans le secteur bancaire.

« La Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque interaméricaine de développement (BID) sont ceux qui ont provoqué, avec l'accord de Washington, les privatisations et le démantèlement de l'Etat », estime le président.

M. Correa a d'ailleurs indiqué à ce sujet qu'il allait expulser le représentant en Equateur de la Banque Mondiale (BM), Eduardo Somensatto, sans toutefois le nommer, coupable à ses yeux d'avoir retenu en 2005 un crédit de 100 millions de dollars en représailles aux réformes pétrolières décidées par l'Equateur.

Cinquième producteur de pétrole en Amérique du Sud avec 536 000 barils par jour (b/j) en 2006, l'Equateur envisage de réduire ses exportations de brut et d'appliquer une politique énergétique différente dans le cadre de la nouvelle Constitution.